



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle

N° 244 Septembre - Octobre 2009

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

LE « TOUT ÉCOLOGIQUE » : VRAIE OU FAUSSE BONNE IDÉE ?

par **Jacques ROUGEOT**, professeur émérite à la Sorbonne

Est-il raisonnable de prétendre tenir tête à un fleuve puissant et impétueux ? Comme le héros romantique, le courant écologique est une force qui va, apparemment irrésistible, revendiqué par tous dans le champ politique et critiqué par personne.

Aussi n'est-il pas question ici de traiter à fond le phénomène écologique, encore moins de proclamer sur le sujet une vérité péremptoire. On se contentera d'examiner

le rôle que joue l'écologie dans la politique française, la façon dont elle est utilisée par les acteurs, et en particulier par le pouvoir en place. Celui-ci, qui se disposait déjà à réorienter sa politique générale en la colorant en vert, a donné un coup d'accélérateur après les élections européennes qui, comme une Pentecôte laïque, semblent avoir fait descendre dans les esprits, du fait du bon résultat des verts d'Europe Ecologie, la révélation de la nou-

velle ère de l'humanité qui s'ouvre devant nous. Est-ce un bon choix ? La cause en elle-même a-t-elle de si éminentes qualités ? Est-ce un bon placement stratégique en termes électoraux ? Cette stratégie est-elle assurée d'un développement durable, d'une rentabilité à long terme ? Mais d'abord, que recouvre ce terme d'écologie, obsessionnellement présent dans tous les propos ?

L'ÉCOLOGIE : UNE RELIGION NOUVELLE

Singulière évolution de ce terme qui, à l'origine, évoque une idée d'équilibre naturel et raisonnable et qui est aujourd'hui l'objet d'une dévotion ardente, pour ne pas dire d'une religiosité quelque peu fanatique. L'écologie a en effet de nombreux traits d'une religion d'Etat qui, si l'on s'en tient au monde politique, est censée faire l'unanimité. C'est un concours permanent pour le titre de meilleur écologiste. Chacun a à cœur de prouver qu'il est plus authentiquement et plus profondément écologiste que tous les autres.

Cette religion a un objet de dévotion, une quasi-divinité qui mérite tous les sacrifices : c'est la planète. Naguère encore, on disait couramment le monde ou la terre. La planète (qu'on devrait bien orner d'un P majuscule) nous transporte dans l'univers cosmique et renvoie au rang de vieilles lunes (si l'on ose dire) les questions touchant, par exemple, à l'intérêt national et autres sujets dérisoires.

L'écologie a un dogme qui tient en trois affirmations. La planète est en train de se réchauffer. C'est l'activité humaine qui est responsable de ce réchauffement. Ce réchauffement sera si important qu'il provoquera des catastrophes.

L'écologie a ses cérémonies rituelles, ses grands-messes, qui se présentent sous diverses formes : conférences mondiales, films de cinéma ou de télévision auxquels les foules sont conviées par de lancinants battages médiatiques, non pour se divertir, mais pour s'instruire, se recueillir et prendre

la ferme résolution d'effectuer en toute occasion les gestes qui contribueront à « sauver la planète », aujourd'hui en grand danger par notre faute.

Qui dit grands-messes dit grands prêtres. Les considérations sociales ont dû jouer dans leur choix, puisque l'un, à l'échelle mondiale, est un politicien au rencart qui risquait de se retrouver au chômage et qui reçoit en fait un prix Nobel, alors qu'un autre, à l'échelle de notre pays, dont les talents étaient misérablement sous-exploités à la télévision, remplit la fonction de gourou national après avoir reçu l'allégeance et les promesses de fidélité des candidats à la présidence de la République.

Malheureusement, les religions les mieux établies ne peuvent empêcher l'existence d'hérétiques impénitents. Certes, ils ne vont tout de même pas avoir les moyens de faire des films diffusés à l'échelle mondiale (pardon : planétaire), mais ils peuvent encore publier. Pour limiter leur nuisance, on fait en sorte de les passer sous silence, comme Christian Gerondeau ou de les récuser et de les caricaturer, comme Claude Allègre qui, tout bardé de distinctions scientifiques qu'il est, ne saurait prétendre égaler l'autorité d'un Nicolas Hulot.

La religion écologique rend bien des services. Elle permet une sorte de « communion citoyenne » dans un esprit unanime et permet de donner l'image d'un peuple travaillant à la réalisation d'un dessein grandiose : sauver la planète.

Si l'on veut mieux pénétrer les caractères propres de cette religion, on les distingue plus nettement en considérant leurs applications poussées aux extrêmes. On s'aperçoit alors que ces applications s'orientent en fonction de deux pôles.

L'un est philosophique, voire métaphysique. Il suppose, à l'égard de l'être humain, une hostilité et une haine radicales : l'homme est le nuisible par excellence, le prédateur universel ; c'est lui, et lui seul, qui rompt l'harmonie de la nature. En toute rigueur, il ne devrait pas avoir sa place sur « la planète ». S'il veut se faire tolérer, il doit se montrer humble, ne pas intervenir et ne jamais oublier qu'il est, par essence, coupable. C'est l'une des origines de cette mauvaise conscience dont on veut nous pénétrer à tout propos.

A l'opposé de ce sombre nihilisme, on peut voir que les écologistes n'hésitent pas à tirer des conséquences grotesques de leur obsession planétaire. Ce sont, par exemple, les vaches qui en font les frais. Après avoir été déclarées folles et avoir payé un lourd tribut au principe de précaution en se faisant massacrer par centaines de milliers, les voilà maintenant accusées de mettre en danger la planète du fait des émissions de gaz sortant de leurs orifices principaux. Leurs rots et leurs pets, nous explique-t-on, sont en effet chargés de méthane, gaz encore plus nocif que le CO₂. On ne nous donne toutefois pas la recette pédagogique pour inculquer les bonnes manières à ces bestiaux en effet assez frustes. On nous fait

cependant remarquer (ce n'est pas une invention) que, quand nous mangeons un bifteck, nous encourageons l'élevage bovin et nous portons ainsi atteinte, indirectement, à notre bien-aimée planète.

Une religion digne de ce nom doit inspirer et imprégner les actes les plus anodins de notre vie quotidienne. Tout est fait pour nous le rappeler, que ce soit la suppression des sacs en plastique dans les magasins, le retrait de la vente des ampoules traditionnelles ou du projet assez avancé, semble-t-il, d'imposer une étiquette d'identité écologique aux produits vendus

pour révéler leur « coût écologique », évalué sans doute en émissions de CO₂ dues à leur production, à leur transport, à leur manutention, etc. Et on voit de plus en plus souvent, dans les questionnaires aux célébrités ou dans les enquêtes de rue, figurer l'expression rituelle : « Que faites-vous pour la planète ? » ou pour l'environnement.

On pourrait multiplier les faits de cette nature qui, par leur caractère insistant, quasi obsessionnel, sont les symptômes d'un retour de l'irrationnel, d'une sorte d'esprit millénariste, propices à l'installation d'une

religiosité vague, substitut frelaté d'une religion traditionnelle.

Circonstance aggravante : tout cela se situe dans un ensemble de facteurs paralysants et anxiogènes : interdictions de toutes sortes, application à tout-va (d'ailleurs prévisible) du principe de précaution, mise en garde contre les aliments, qui sont apparemment tous des pesticides cancérigènes. En permanence, une pandémie est aux aguets, l'homme est aux abois.

Et pour couronner le tout, bien entendu, le pire est devant nous.

LE GIEC : UN GROUPE DE PRESSION PUISSANT ET TROMPEUR

Dans la propagation de cet état d'esprit alarmiste, le Giec joue un rôle essentiel. De temps en temps, le Giec, dont on ignore généralement le nom développé (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) rend un oracle. Cet oracle est impressionnant et révéral par les médias et l'opinion publique parce qu'il annonce toujours des catastrophes et surtout parce qu'il est censé représenter une autorité scientifique suprême et incontestable. On se le représente à peu près, en effet, comme une sorte de super académie des sciences, composée des plus grands savants du monde spécialistes de climatologie, indépendants et objectifs.

La vérité est quelque peu différente, à la fois quant à sa composition et à son fonctionnement. D'abord, les membres du Giec sont nommés par les gouvernements. Ils comprennent certes des experts, mais pas seulement : on y trouve, par exemple, des hauts fonctionnaires et des représentants des ONG.

Mais c'est surtout le fonctionnement qui est intéressant. La base est constituée par le travail technique des experts qui, sans être forcément impeccable, contient des données chiffrées dont il faut tenir compte. Mais ce travail comporte plusieurs milliers de pages inexploitablement telles quelles. C'est alors que commencent le traitement des données. Proposition par proposition, elles sont soumises à un vote destiné à évaluer judicieusement le degré de probabilité de chacune. Comme le fait remarquer Christian Gerondeau, auteur d'un très bon livre sur le sujet (*CO₂, un mythe planétaire*), la démarche n'est déjà pas scientifique. « Si la démarche du Giec avait été adoptée, les contemporains de Galilée auraient voté que la terre ne tournait « certainement pas », ceux de Pasteur que la génération spontanée des microbes était « très probable » et ceux d'Einstein que la théorie de la relativité était « moins que probable » ».

Ajoutons que, dans le cas présent, les appréciations votées sont encore moins scientifiques que dans les cas historiques puisqu'elles portent sur des extrapolations, des prévisions qui, par nature, échappent à la précision scientifique en raison de la multiplicité des facteurs qui peuvent entrer

en jeu. On est donc dans le domaine de la conjecture plus ou moins vraisemblable et non dans celui de la certitude scientifique.

Les choses se corsent encore à l'étape suivante, qui aboutit à l'élaboration d'un *Résumé à l'intention des décideurs*. Ce résumé, qui est en fait le seul texte à l'usage du public extérieur, est l'œuvre d'un groupe de pression interne composé d'écologistes virulents et il est non pas le reflet des données de base, mais un concentré d'hypothèses catastrophiques. On imagine que ces rédacteurs, très engagés dans leurs convictions écologistes, peuvent être facilement enivrés de leur pouvoir plus que prométhéen d'orienter le sort de la planète en inspirant les « décideurs » c'est-à-dire les gouvernements du monde, ceux mêmes qui les ont nommés.

Il ne faut pas oublier enfin que ce texte, déjà très simplifié et très orienté, est transmis par les médias, qui franchissent un pas supplémentaire dans le simplisme et le catastrophisme, pour aboutir au public, qui ne retient lui-même qu'une petite partie de ce qu'il lit. Voilà comment une question complexe, incertaine et conjecturale au départ est reçue en bout de course comme une affirmation massive, simpliste et déformée. Christian Gerondeau donne un exemple convaincant. Le lien entre la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et l'élévation de la température moyenne du globe, que l'on a de bonnes raisons de considérer comme très peu probable, est qualifié par le résumé du Giec de « très probable » et interprété presque partout comme « certain ».

Que tirer pratiquement de tout cela ? On se gardera bien ici de trancher comme un super expert entre des experts antagonistes. On se contentera de quelques remarques de bon sens.

D'abord, il semble bien que les représentants des deux camps opposés ne pratiquent pas les mêmes méthodes de discussion. Les sceptiques discutent et réfutent en mettant en présence les données contradictoires, si bien que les lecteurs peuvent suivre une argumentation sans avoir l'impression qu'il leur manque quelques pièces pour les partisans du ré-

chauffement, leur appartenance à un organisme officiel leur donne le droit d'user de l'argument d'autorité sans avoir à répondre aux réfutations qui leur sont opposées.

D'autre part, personne ne conteste que la terre ait connu dans le passé, et même à des époques historiques assez récentes, des changements climatiques beaucoup plus importants que ceux que nous constatons ou qu'on nous prédit. Tout le monde cite les cas du Groenland verdoyant au XI^{ème} siècle, conformément à l'étymologie de son nom, ou, à l'inverse, de la fin du règne de Louis XIV, où la mer et le vin gelaient régulièrement. Personne n'explique pourquoi, au XXI^{ème} siècle, les mêmes effets ne relèveraient pas de mêmes causes, indépendants de l'activité de l'homme.

A propos des prévisions à long terme, elles résultent de l'application de modèles mathématiques, qui d'ailleurs diffèrent entre eux de façon considérable. Or on a vu, lors de la crise financière actuelle, que la fiabilité de tels modèles était très loin d'être parfaite, alors qu'ils s'appliquaient pourtant à un domaine beaucoup plus restreint, beaucoup plus saisissable et à bien plus court terme. Qui plus est, mettre en place maintenant des solutions qui s'appliqueront dans cinquante, cent ans et plus relève de l'enfantillage, car nous n'avons aucune idée des moyens dont nous disposerons à long terme. Qui aurait pu penser, au début ou même au milieu du XX^{ème} siècle, qu'un enfant appuyant sur un bouton aurait à sa disposition infiniment plus d'informations que tous les hommes les plus savants de cette époque ?

Enfin, ultime concession, même si l'on admettait que toutes les économies d'énergie envisagées fussent pertinentes, celles que pourrait faire la France seraient infimes par rapport au total et beaucoup plus dommageables pour notre pays que profitables pour le reste du monde.

Pour résumer, constatons que, contrairement à ce que veut asséner le pilonnage médiatique, il n'y pas d'unanimité, loin de là, dans le monde scientifique sur la question du réchauffement climatique, de ses causes et de ses conséquences. Des

voix discordantes, aussi éminentes que celles des membres du Giec, se font entendre de plus en plus nombreuses même si elles sont bien peu relayées par les médias. Que faire dans cette incertitude ? D'abord garder notre sang-froid, écouter les leçons de la sagesse politique et ne pas perdre de vue les limites de notre condition humaine. Ce qui est sage, c'est d'éviter les gaspillages d'énergies fossiles, car il est cer-

tain que, tôt ou tard (même si c'est plus tard qu'on le dit souvent), celles-ci finiront bien par s'épuiser. Mais il est tout aussi sage d'éviter les gaspillages financiers et, par exemple, d'éviter de dépenser des sommes importantes pour mettre au point des solutions techniques, comme les éoliennes, ridiculement insuffisantes aujourd'hui et certainement bonnes à mettre à la casse dans peu de temps. D'une façon générale, il

faut éviter de nous engager dans l'inverse du pari de Pascal, c'est-à-dire de perdre à coup sûr beaucoup aujourd'hui dans l'espoir très incertain de gagner quelque chose on ne sait quand. Il faut enfin faire preuve de vigilance en surveillant au plus près les deux faces du problème, c'est-à-dire à la fois l'évolution du climat et les nouveaux moyens techniques qui pourraient nous aider à trouver des solutions.

ÉCOLOGIE ET STRATÉGIE POLITIQUE

Quand on est au pouvoir, les grandes questions ne sont jamais abstraites et ne peuvent pas être traitées simplement pour elles-mêmes, sans tenir compte des circonstances politiques. C'est bien naturel car, si l'on veut continuer à agir sur les événements, il faut faire en sorte de conserver le pouvoir. Comment donc l'orientation résolument écologique imprimée par le président de la République à son action s'articule-t-elle avec sa stratégie politique ?

A première vue, la compatibilité n'est pas évidente. Nicolas Sarkozy, c'est l'image de l'activité, voire de l'hyperactivité, de l'énergie, de la hardiesse, du risque. A l'opposé, l'accent mis sur la sauvegarde de la planète fait plutôt penser au principe de précaution, à la restriction d'activité, à l'économie d'énergie. Qu'est-ce qui a poussé le président à choisir le paradoxe, dont il est assurément très conscient ? C'est probablement l'évaluation des forces en présence et la conviction que le courant écologiste représente une puissance à laquelle il serait vain de s'opposer et qu'il faut par conséquent s'efforcer de capter et d'utiliser au mieux, en application de la célèbre formule : « Puisque ces forces nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ». Le choix n'est pourtant pas sans risque.

Le bénéfice le plus net qu'il compte en tirer se situe sans doute sur le terrain électoral. Le calcul est simple. En se présentant comme le champion de l'écologie, il espère attirer une partie de l'électorat « vert », ce qui présenterait l'avantage supplémentaire de jeter encore un peu plus le désordre dans les rangs de la gauche, et en particulier du parti socialiste. Mais le risque est de tuer un peu plus un adversaire déjà bien affaibli et de faire naître une force neuve qui pourra se poser en adversaire de l'UMP. C'est ce qui s'est passé à Rambouillet où une candidate verte a failli emporter, à cinq voix près, une circonscription traditionnellement ancrée à droite. La mésaventure s'explique aisément. Si l'écologisme est cautionné et érigé en doctrine quasi officielle de la République, si la gauche traditionnelle est exsangue, si le centre a des contours plus que jamais incertains, pourquoi l'électorat mou de tous bords ne se laisserait-il pas tenter par le parti vert, à la fois inoffensif et poussé par le vent de l'histoire ? L'avenir dira si ces

ralliements à l'écologie électorale peuvent prendre consistance.

Plus profondément, il est possible que Nicolas Sarkozy, ne tenant pas à être confondu dans la cohorte anonyme des verts, veuille se tailler un costume écologique sur mesure, par exemple en allant chercher sur la scène mondiale un lustre qui rejaillirait sur son image à l'intérieur de la France. Il peut être d'autant plus tenté qu'il a remporté sur le terrain international de très réels succès, notamment dans le règlement de la crise russo-géorgienne et dans le traitement au pas de charge de la crise financière. C'est ainsi qu'on le voit maintenant chercher à entraîner d'autres grands pays dans une sorte de croisade écologique contre le réchauffement climatique. La France à la tête des nations et Sarkozy à la tête de la France, voilà qui ne manquerait pas d'allure.

Il est malheureusement probable que l'entreprise ne serait pas très rentable en termes électoraux. La politique internationale a généralement peu d'influence sur la politique intérieure et qui plus est, dans le cas présent, le succès a peu de chance d'être au rendez-vous. On voit mal la Chine ou l'Inde se vêtir de probité candide et de lin blanc pour suivre l'exemple français. Pendant ce temps, nos compatriotes verraient que leur conduite angélique serait de plus en plus dure à supporter, tandis que d'autres pays, et non des moindres, tireraient les bénéfices très présents et très concrets d'une attitude réaliste. Il faudrait donc, de plus en plus, la foi du charbonnier et la constance héroïque du saint pour agir en fonction d'un avenir que la plupart des vivants actuels ne verront à coup sûr pas. Cela relève de la mystique. Mais une mystique laïque, scientiste et matérielle ne saurait très longtemps satisfaire ses dévots.

Tant qu'on fera croire aux gens qu'ils peuvent en quelque sorte sauver leur âme de citoyens planétaires en dépensant quelques euros supplémentaires pour acheter des ampoules qui éclairent moins bien et en se passant de sacs en plastique pour rapporter du supermarché des articles produits conformément aux règles du développement durable, le coût de la bonne conscience paraîtra supportable. Mais quand on arrivera au dur du portefeuille, le chant des sirènes paraîtra moins attirant.

A propos de chant des sirènes, il en est un que M. Borloo aime à psalmodier

pour essayer de convaincre que la lutte contre un hypothétique réchauffement climatique n'est pas incompatible avec le dynamisme économique. Sa thèse est que la nouvelle civilisation, qui sera écologiste ou qui ne sera pas, bien loin de nous rétrécir, engendrera au contraire une nouvelle croissance, qui sera une croissance verte. L'argument est quelque peu contradictoire avec celui, actuellement dominant, de la sanctification par le sacrifice, mais il faut bien faire flèche de tout bois. A coups de contraintes réglementaires et d'interdictions impitoyables, on forcera, par exemple, les propriétaires à faire d'énormes travaux dans leurs habitations déjà existantes pour les rendre conformes aux nouvelles normes, les constructeurs à bâtir, moyennant un modeste surcoût de 70 %, des bunkers rigoureusement isolés du monde extérieur par nature hostile, les opiniâtres qui préfèrent encore aujourd'hui passer trois quarts d'heure dans une voiture plutôt que trois heures dans les transports en commun à acheter des véhicules électriques (qui seront sans doute disponibles un jour sur le marché) qui, pour un prix de revient beaucoup plus élevé, leur permettront de parcourir à petite vitesse, d'une seule traite, plusieurs dizaines de kilomètres. Tout cela, on le conçoit, ne pourra manquer de faire naître un nombre considérable d'activités.

Comme il ne faut jamais laisser s'engluier les pensées exaltantes dans des détails vulgairement matériels, les chantres de cet avenir radieux omettent de nous dire où on prendra l'argent nécessaire à ces vastes chantiers. Ils évitent même de proposer une esquisse d'évaluation, sans doute parce qu'ils savent qu'ils ne pourraient pas descendre au-dessous d'un nombre respectable de centaines de milliards, ce qui risquerait de doucher quelques enthousiasmes insuffisamment trempés.

Il n'empêche que, sur le fond, l'argumentation est intéressante et ouvre des perspectives d'application qui bousculeront nos habitudes trop souvent sclérosées. C'est ainsi que, en athlétisme, alors que les coureurs des nations retardataires continueront paresseusement à porter des vêtements aussi légers et fins que possible, nos champions à nous, à la pointe du sport vert de demain, prendront le départ des épreuves avec des boulets aux chevilles et de lourds fardeaux sur les épaules, ce qui, nous disent les écologistes visionnaires,

aura le plus heureux effet sur le développement durable de leurs pectoraux et des muscles de leurs jambes et dont ils ne manqueront pas de recueillir les bénéfices dans un nombre raisonnable de décennies. En fait, ces nouveaux principes

paraissent si séduisants qu'on pourrait peut-être les essayer maintenant sur les stades avant de les généraliser à toute la vie du pays si l'expérience est concluante, ce dont on ne saurait douter.

Pour résumer les choses de façon un peu abrupte, nous ne pensons pas que ce soit en appuyant sur le frein qu'on ait des chances de battre des records de vitesse.

RETOUR SUR TERRE

En exprimant les réflexions et les avis que nous venons de développer, nous avons bien conscience de ramer à contre-courant, et même à l'encontre de plusieurs courants assez forts. Si nous l'avons fait, c'est, évidemment, parce que nous disons ce qui nous paraît conforme au bien de la France, mais c'est aussi parce que nous sommes convaincus que, en faisant entendre une voix originale, nous contribuons à la victoire de la majorité actuelle et de son chef incontesté en 2012. Les deux objectifs nous paraissent d'ailleurs indissociables.

Toute action d'envergure à long terme comporte une part de pari. Il faut seulement que ce pari soit le plus mûrement réfléchi possible. Nous ne prétendons pas proclamer une vérité révélée intangible. Si,

d'ici quelques années, les canicules répétées grillent la végétation et si l'océan submerge dangereusement nos côtes, nous reconnaitrons nos torts. Nous disons seulement que le quasi consensus médiatique sur le réchauffement climatique nous paraît relever d'un emballement irraisonné, voire irrationnel, mais trop bien orchestré. Il y a trente ans (c'était hier), on craignait le retour à un âge glaciaire. Aujourd'hui, on prétend connaître et fixer le destin de la terre pour un siècle et plus. Mais déjà, on voit de plus en plus sur internet des avis pas spécialement farfelus qui annoncent que le réchauffement, d'ailleurs très faible, de ces dernières années a cessé. *Le Monde*, journal officiel de la République, a pris la nouvelle au sérieux. Il fait un titre de première page sur : «climat :

le réchauffement marque-t-il une pause ?» Qui sait si, demain, ce ne sera pas le thème à la mode ?

En attendant d'en avoir le cœur net, il est vrai qu'il faut revenir sur terre et préparer les élections de 2012. Il n'y a pas pour cela de recettes mécaniques. Il y a seulement quelques principes simples : rassembler son camp, pénétrer presque intuitivement les attentes des Français, ne pas oublier que c'est eux qui voteront et non «la planète». Nicolas Sarkozy connaît très bien ces principes. Il les a appliqués en 2007 avec le succès que l'on sait. Pourquoi changer une formule qui gagne ?

LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance régulièrement des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles. Vous devez nous indiquer les thèmes, les quantités et l'adresse de livraison (par multiples de 5 affiches).



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



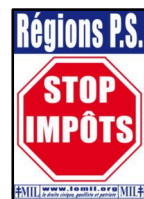
affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =



affiches (65x45 cm) : 5 x =

Participation aux frais d'édition et d'expédition (facultative **mais vivement souhaitée**) : minimum 15 euros

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €

Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE